

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Prise-d-otages-en-Grece-aujourd-hui-demain>

# Prise d'otages en Grece, aujourd'hui, demain...

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -

Date de mise en ligne : lundi 10 mai 2010

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

### Aujourd'hui, les salariés grecs... Demain, les salariés français !

Le gouvernement, le Medef, les grands médias, toujours aussi prompts à dénoncer les « prises d'otages » lors de chaque grève à la SNCF, n'ont pas un seul mot pour condamner la gigantesque prise en otages des salariés grecs par les spéculateurs, habillés du nom plus aimable d'« investisseurs » ou de « marchés financiers ».

Tout y est pourtant : depuis la prise en otages de gens innocents jusqu'au chantage sans cesse plus pressant pour augmenter le montant de la rançon.

#### Chronologie d'une prise d'otages avec demande de rançon

**Début 2009**, en plein récession, le gouvernement conservateur grec de Caramanlis annonce un déficit de 3,7 % du PIB pour 2008.

**Le 4 octobre 2009**, le parti socialiste grec (PASOK) remporte les élections législatives. Le nouveau Premier ministre grec révèle alors les fraudes du gouvernement précédant et réévalue le déficit grec, début novembre 2009, à 12,7 % du PIB.

**Le 7 décembre 2009**, l'agence de notation Fitch Ratings procède à une dégradation de la note accordée à la dette grecque à A-.

**Le 14 décembre**, le gouvernement grec annonce son premier plan d'austérité : gel des salaires des fonctionnaires supérieur à 3 000 euros mensuels, gel de l'emploi public, gel des retraites de la fonction publique, passage de l'âge légal de la retraite à 65 ans pour les hommes et à 60 ans pour les femmes.

**Le 20 janvier**, Fitch Ratings, rétrograde encore sa note à BBB+.

Les taux auxquels la Grèce peut refinancer sa dette continuent donc à augmenter. Le taux des obligations d'Etat grecques à dix ans passe au-dessus de 6 % (le taux exigé de l'Allemagne pour le même type d'opération n'est que de 3,3 %).

**Le 15 février**, les ministres des Finances de la zone euro demandent à la Grèce des mesures « d'austérité » supplémentaires.

Le 3 mars, le gouvernement grec annonce un deuxième plan d'austérité qui s'ajoute au premier. Il vise une économie annuelle de 4,8 milliards d'euros (pour un PIB de 345 milliards d'euros) : hausse de 10 % des taxes sur les alcools, le tabac, les carburants, gel des retraites des salariés du secteur privé, hausse de la TVA à 21 %.

**Le 25 mars**, les chefs d'Etat et de gouvernement des 16 pays dont l'euro est la monnaie, adoptent un « plan d'aide à la Grèce ». En contrepartie, de la mise en oeuvre effective des mesures d'austérité annoncées par le gouvernement grec, ce plan prévoit de fournir des liquidités à la Grèce pour lui permettre de rembourser les titres de sa dette publique, arrivés à échéance. Ce plan, combinant des prêts bilatéraux des Etats-membres de la zone euro (au taux de 5 %) et des prêts du FMI, est rédigé avec une rare ambiguïté et soumet le versement effectif des prêts des Etats-membres à un vote unanime du Conseil européen. Georges Papandréou ne réclame pas, alors, le versement effectif des prêts.

Le résultat ne se fait pas attendre. Profitant de l'ambiguïté du plan, des lenteurs et des difficultés de sa mise en oeuvre, les spéculateurs s'en donnent à coeur joie et les taux exigés de la Grèce atteignent 7,5 % début avril.

## Prise d'otages en Grece, aujourd'hui, demain...

---

Le 9 avril, l'agence de notation Fitch Ratings abaisse la note de la dette publique grecque à BBB- sous prétexte que la hausse des taux (à laquelle elle avait largement contribué) allait rendre difficile la réduction du déficit grec.

**Le 22 avril**, Eurostat annonce une révision à la hausse à 13,6 % du déficit 2009 de la Grèce. Que cette hausse soit due à la hausse des taux d'intérêt de la dette publique et à la récession subie par la Grèce en 2009 (-2 % de son PIB) ne fait, évidemment, la « Une » d'aucun grand média.

**Le 23 avril**, le gouvernement grec demande l'activation du « plan d'aide » décidé le 25 mars.

**Le 27 avril**, Standard & Poor's dégrade la note souveraine d'Athènes de trois crans, la reléguant au rang de « Junk bonds », d'obligations « pourries ». Le même jour, les marchés boursiers européens subissent une baisse généralisée. L'euro qui s'échangeait, il y a quelques mois, contre 1,5 dollars ne vaut plus que 1,31 dollar. Le taux des obligations d'Etat grecques à 10 ans dépasse les 11 %. Pire, les taux à deux ans (en principe inférieurs aux taux longs) atteignent 18 % contre 15 % la veille au soir. Cette inversion de la courbe des taux obligatoires indique clairement la crainte des spéculateurs d'un défaut de paiement de la Grèce à court terme.

**Le 29 avril**, après s'être longuement entretenu avec les émissaires du FMI et sous la pression continue des dirigeants européens qui n'ont toujours pas décidé de verser le moindre centime d'euro à Athènes, le gouvernement grec annonce un 3ème plan d'austérité (qui s'ajoute aux précédents) : baisse de 12 % des salaires de la fonction publique (suppression du 13ème et du 14ème mois pour les salariés gagnant plus de 3 000 euros mensuels, plafonnement du total de ces 13ème et 14ème mois à 1 000 euros pour les autres), baisse de 12 % du montant des retraites.

**Le 2 mai**, l'Eurogroupe décide d'accorder un prêt de 80 milliards d'euros, étalé sur trois ans (au taux de 5,2 %) à la Grèce. Il faut cependant encore que chaque Parlement national des quinze autres membres de la zone euro accepte que son pays finance sa quote-part du prêt avant que le premier euro soit versé à la Grèce. Ce prêt sera complété par un crédit de 30 milliards d'euros du FMI, lui aussi étalé sur 3 ans.

Ces prêts ne sont pas destinés à relancer l'économie grecque mais à rembourser les rentiers du montant de la dette grecque qui arrivera à échéance au cours des 3 années à venir, sans oublier, bien entendu, les intérêts dus à ces mêmes rentiers. Il faudra ensuite que la Grèce rembourse les prêts du FMI et des pays de la zone euro ainsi que les sommes dues au titre des intérêts de ces prêts.

En contrepartie de ces prêts, le gouvernement grec devra mettre en place un 4ème plan d'austérité, alourdissant d'autant la rançon exigée du peuple grec.

Mesures contre les retraites : l'âge légal de la retraite reculera en fonction de l'espérance de vie, le montant de la retraite sera calculé sur toute la durée de la carrière et non plus sur le dernier salaire

**Mesures contre les revenus des fonctionnaires** : les indemnités perçues par les fonctionnaires subiront une nouvelle ponction de 8 %.

Mesures contre l'ensemble des salariés : augmentation de la TVA de 21 % à 23 %.

**Mesures contre les salariés du privé** : mise en place d'un salaire minimum au rabais pour les jeunes et les chômeurs de longue durée ; abrogation de la législation qui interdit aux entreprises de licencier plus de 2 % de leurs effectifs totaux par mois.

**Des mesures contre le secteur public** couronnent l'ensemble. Il faut dire que le secteur public grec représente 40 % du PIB et qu'il est une proie tentante pour les multinationales. Le FMI apporte là le coup de patte habituel à tous

ses plans structurels : les investissements publics seront sévèrement réduits et le secteur des transports et de l'énergie seront « libéralisés » et donc offerts aux appétits des multinationales qui pourront les racheter à bas prix, toujours dans le but de rembourser les rentiers détenteurs des titres de la dette grecque.

Le plan prévoit aussi quelques augmentations (non chiffrées) de l'impôt sur les sociétés ainsi qu'une augmentation de la fiscalité immobilière. Mais l'église orthodoxe, le plus important propriétaire foncier, est largement épargnée. Quant au budget militaire (le plus important de l'Union européenne en pourcentage du PIB) il continuera de permettre à l'armée grecque de préparer sa guerre contre la Turquie et de financer les achats de matériels militaires des marchands de canons français, allemands ou anglais.

### **La mise sous tutelle de la Grèce**

« Il y aura une surveillance continue, peut-être aussi sans précédent par rapport à ce que nous faisons avec d'autres pays » explique (LeMonde.fr avec AFP, le 02/05/2010) un porte-parole de la Commission européenne.

Pour le FMI, comme pour la Commission européenne, les politiques mises en place par le gouvernement grec devront être ajustées en permanence. Ce qui signifie que la rançon n'a pas fini d'augmenter.

La Banque Centrale européenne estime que « l'ajustement budgétaire ambitieux et les vastes réformes structurelles sont appropriés pour remplir les objectifs ». Elle rappelle, elle aussi, que des mesures supplémentaires pourraient s'avérer nécessaire.

Ces mesures ne permettront pas à la Grèce de redresser son économie. En diminuant de façon aussi brutale la demande intérieure, elles plongeront, au contraire, ce pays dans une profonde récession. Mais ces mesures n'ont pas pour objectif de redresser l'économie grecque. La Commission européenne et le FMI (selon son habitude) jouent là le rôle d'une agence de recouvrement de fonds. Tant pis si, pour rembourser ses créanciers, il faut que l'économie grecque s'effondre comme cela avait été le cas pour le Mexique, le Brésil, l'Argentine et tant d'autres, victimes du FMI et de ses « plans d'ajustement structurels ».

### **La faute aux agences de notation ?**

Difficile d'y répondre, si l'on écoute Sarkozy et Copé. Utilisant la même image, ils affirment, en effet, exactement le contraire l'un de l'autre. Pour Copé, les agences de notation ne sont que des « baromètres ». Pour Sarkozy, « les agences de notation font la pluie et le beau temps ». Pas besoin d'altimètre, néanmoins, pour juger de la hauteur de la pensée à l'UMP.

Plus prudent, Dominique Strauss Kahn estime qu'« il ne faut pas trop croire ce qu'elles disent, mêmes si elles ont leur utilité ». Ce qui nous avance beaucoup...

En réalité, ces agences de notation n'ont le pouvoir exorbitant de mettre à genoux un Etat que parce que la libre circulation des capitaux, le contenu des traités européens et l'absence de toute mesure de régulation de la spéculation financière les y autorisent.

La proposition de remplacer ces agences de notation par une agence de notation européenne publique n'est qu'une aimable plaisanterie. Personne, en Europe, n'a le pouvoir de faire disparaître ces agences de notation qui sont des entreprises privées ayant leur siège aux Etats-Unis. Croire que les spéculateurs se fieraient à cette agence publique, plutôt qu'à Moody's, Fitch Rating et Standard & Poor's, est aussi illusoire que d'interdire la publication des sondages la veille d'une élection française alors qu'il suffit de consulter les sites de « La Tribune de Genève » ou du « Soir » de Bruxelles.

### **La faute à Angela Merkel ?**

Tout cela serait la faute d'Angela Merkel, la « dame de plomb », hantée par la crainte obsessionnelle de l'Allemagne de l'inflation et du laxisme budgétaire qui pourrait l'engendrer. Une Chancelière, capable, de surcroît, de subordonner l'intérêt supérieur de l'Union européenne aux résultats des élections régionales de la Rhénanie-du Nord-Westphalie, le 9 mai.

La Chancelière a bon dos. Le capital allemand qu'elle sert fidèlement, a certes des intérêts spécifiques, différents de ceux du capital français, britannique ou italien. Mais tous les dirigeants européens ont un objectif commun (accepté avec plus ou moins de réticences par les sociaux-démocrates grecs, portugais ou espagnols) : rétablir les finances publiques mises à mal par la crise de 2008-2009 en faisant régler l'addition aux seuls salariés de chacun des pays européens et en profitant de l'occasion pour accentuer les « réformes de structures » qu'ils prônent avec obstination depuis tant d'années.

### **L'Union européenne a lâché ses chiens de garde**

En réalisant, dès le lendemain du 25 mars, les prêts accordés à la Grèce, l'Union européenne aurait pu mettre immédiatement un terme à la spéculation. Ce n'était visiblement pas ce qu'elle souhaitait.

La lenteur de la mise en oeuvre du « plan d'aide » à la Grèce ne peut s'expliquer, en effet, que par la volonté de laisser le champ libre aux spéculateurs, aux agences de notation et au FMI pour augmenter la rançon exigée du peuple grec. Un peuple qui n'a pourtant aucune responsabilité dans les tripatouillages de Caramanlis et la montée de la dette due à la crise de 2008-2009. Une crise dont les spéculateurs portent l'entière responsabilité.

Il s'agit, pour les dirigeants européens, non seulement de donner une leçon aux salariés grecs mais de faire un exemple à l'usage des salariés de tous les autres pays européens. En lâchant leurs chiens de garde (les spéculateurs et le FMI) les dirigeants européens espèrent que les salariés européens n'oseront plus s'opposer aux plans d'austérité que, partout, ils préparent. Des plans destinés à faire payer aux seuls salariés la résorption des déficits colossaux générés par la crise bancaire et le colmatage des banques, par la crise économique et le renflouement des profits.

Le 2 mai, Angela Merkel déclarait au « Bild am Sonntag » (Le Monde du 02/05/2010) : « Tous les experts estiment que le Portugal, l'Espagne et l'Irlande sont en bien meilleure forme que la Grèce. Ces pays peuvent voir que le chemin pris par la Grèce aux côtés du FMI n'est pas facile. En conséquence, ils vont faire tout leur possible pour éviter de se retrouver dans une telle situation, et ils ont déjà annoncé des plans d'économie ». Quel aveu ! C'est bien pour faire peur aux salariés européens en les menaçant des foudres des spéculateurs et du FMI que les dirigeants européens ont soumis la Grèce à un aussi long chantage. Il est tout à fait significatif qu'aucun dirigeant européen n'ait cru opportun de s'inscrire en faux contre un tel discours. C'est bien au nom de tous les chefs d'Etat et de gouvernement européens que s'exprimait ainsi Angela Merkel.

### **Les salariés portugais et espagnols dans le collimateur des spéculateurs**

#### **Le scénario grec comment à s'appliquer maintenant au Portugal et à l'Espagne.**

Le 27 avril, la note de la dette du Portugal est dégradée de deux crans par Standard & Poor's de A+ à A-. Les taux d'intérêt des obligations d'Etat à 10 ans grimpent à 5,9 % contre 4,15 % il y a trois semaines.

Le montant de la rançon augmente en conséquence. Le premier ministre social-démocrate, José Socrates, avait déjà mis sur pied un plan d'austérité prévoyant un gel des salaires dans la Fonction publique et des coupes dans les dépenses sociales. Sous la pression des spéculateurs, il décide d'appliquer dès 2010, des mesures initialement

prévues pour les années suivantes.

Le 27 avril également, l'agence de notation Standard & Poor's décide de baisser la note de la dette espagnole de AA+ à AA. Le 28 avril, les taux à dix ans des obligations d'Etat espagnoles à 10 ans passent à 4,22 % contre 4,05 % la veille.

Standard & Poor's (dépassant quelque peu son rôle d'agence de notation) se joint à la curée en affirmant ne pas se satisfaire du premier plan de rigueur du Premier ministre social-démocrate, José Luis Zapatero et en estimant que « des mesures additionnelles de rigueur devraient être nécessaires ».

Sans mettre de guillemets à « PIIGS », Le Monde du 28 avril estime que « Les autres PIIGS sont sous pression ». Les PIIGs en question sont, outre la Grèce, le Portugal, l'Irlande, l'Italie et l'Espagne. L'Irlande venait, en effet, de voir le taux de ses obligations d'Etat à 10 ans augmenter de 5,10 % à 5,45 %.

### **Demain les salariés français**

La dette publique française s'élève, en 2009, à 77,6 % du PIB. Elle est donc nettement inférieure à celle de la Grèce ou de l'Italie : 115,1 % et 115,8 %. Mais elle est supérieure à celle du Portugal (76,8 %), de l'Irlande (64 %) et de l'Espagne (53,2 %) en butte, dès aujourd'hui, aux assauts des spéculateurs.

Le déficit public français, s'il est supérieur à celui de l'Italie (5,3 %), est nettement inférieur à celui de la Grèce (13,6 %), de l'Irlande (14,3 %), de l'Espagne (11,2 %) ou du Portugal (9,4 %). Avec un déficit de 7,5 %, la France reste cependant très loin des 3 % exigés par le traité d'Amsterdam.

Tôt ou tard, les spéculateurs, avec la bénédiction de l'Union européenne s'attaqueront donc à la dette publique française et exigeront des salariés français qu'ils acceptent un plan de rigueur mettant à leur seule charge la résorption du déficit public.

Déjà, le 28 avril, en Seine-Saint-Denis, François Fillon agitait l'épouvantail de la crise grecque pour faire passer sa contre-réforme des retraites. Plus directement, encore, le conseiller de Nicolas Sarkozy, Alain Minc, déclarait le 30 avril sur RTL : « Aujourd'hui, la politique économique française est accrochée à un principe ne pas perdre le triple A que nous donne les agences de notation et, de ce point de vue, la réforme des retraites est clé car c'est un signe envoyé aux marchés financiers ».

Il est urgent, en effet, d'envoyer aux spéculateurs un « signe », mais d'un tout autre ordre, en faisant ravalier au gouvernement sa contre-réforme des retraites

### **Le risque d'une nouvelle crise monétaire, bancaire et financière**

L'Union européenne a joué les apprentis-sorciers en retardant la mise en oeuvre de son « plan d'aide à la Grèce » pour faire de ce pays un exemple aux yeux de tous les salariés européens. Elle a joué avec le feu en faisant appel au FMI pour faire face aux problèmes de liquidités d'un pays qui pèse moins de 3 % du PIB européen.

Les spéculateurs ne peuvent maintenant que douter de la volonté et des possibilités de l'Union européenne de venir en aide au Portugal et surtout à l'Espagne (4ème économie de la zone euro). Et comme leur seul objectif est de s'en mettre plein les poches et d'aller voir ailleurs si l'herbe est encore plus verte, ils chercheront à exploiter à fond ce

qu'ils interprètent comme une incapacité de la zone euro à défendre ses Etats-membres et sa monnaie.

Les banques françaises, allemandes, suisses et autrichiennes ont investi des centaines de milliards d'euros dans le capital de banques grecques, portugaises et espagnoles. Pour la seule Grèce, le gouverneur de la Banque de France, estime les risques (l'« exposition ») des banques française à 50 milliards d'euros. En retardant l'application de son « plan d'aide » à la Grèce, les dirigeants européens ont laissé le champ libre aux spéculateurs qui ont déjà commencé à s'attaquer aux actions des banques grecques, portugaises et espagnoles mais aussi françaises et allemandes. Selon le Financial Times du 16/04, les principales banques grecques avaient déjà subi des retraits de dépôt de 10 milliards d'euros au cours des deux derniers mois. La faillite de l'une ou de plusieurs de ces banques, avec l'habituel effet domino propre à ce secteur, pourrait nous ramener à une situation proche de celle de 2008, avec toutes les conséquences pour les finances publiques d'avoir à effectuer un nouveau sauvetage des banques.

En poussant partout à accélérer l'austérité, sous prétexte de résorber le plus rapidement possible les dettes et les déficits publics, l'Union européenne prend le risque de faire plonger l'Europe dans la récession et donc d'accroître encore dettes et déficits publics. Exiger que l'Espagne dont le taux de chômage est passé, en 3 ans, de 7,5 % à 20,5 % de la population active mette en oeuvre un plan de rigueur salariale est emblématique de cet aveuglement des dirigeants de l'Union européenne. Prisonniers de leurs dogmes néolibéraux, ils ne comprennent pas qu'étouffer la demande salariale, c'est étouffer l'économie. Ils ne comprennent pas qu'étrangler l'économie espagnole, portugaise ou grecque, c'est étrangler l'économie allemande ou française en la privant d'une partie déterminante de ses débouchés.

### **Solidaires des salariés grecs, portugais, espagnols**

Le gouvernement, les grands médias cherchent à opposer les Grecs « indolents et laxistes » aux autres salariés européens. Ce sera, ensuite, le tour des salariés des autres pays du « Club Med » ou de ceux des « PIIGS ». Puis ce sera le tour des Français, « ces fantaisistes, porteurs de baguettes de pain sous le bras et de bérets basques sur la tête ».

Dans cette prise d'otages, il y a d'un côté les otages actuels ou futurs : les salariés grecs, portugais, espagnols, français... De l'autre côté, les preneurs d'otages : les spéculateurs, le FMI, la commission européenne, le conseil de l'Europe, les gouvernements européens qui impulsent (les gouvernements de droite) ou qui acceptent (les gouvernements sociaux-démocrates grec, portugais ou espagnol) les plans d'austérité dirigés contre le salariat.

Les syndicats grecs ont préparé, dans l'unité, la grève générale du 5 mai contre les diktats du FMI, de l'Union européenne et des spéculateurs. L'intérêt de tous les salariés d'Europe est que cette grève soit le coup d'envoi d'un soulèvement des salariés grecs qui permette de desserrer l'étreinte fatale des plans d'austérité.

La meilleure façon de leur venir en aide est de refuser, de notre côté, tout plan d'austérité, à commencer par la contre-réforme des retraites que veulent nous imposer le gouvernement et le Medef.

### **Annuler la dette publique**

Les pays d'Amérique Latine, d'Asie du Sud Est, d'Afrique subissent depuis des dizaines d'années le fardeau d'une dette qui a servi de levier pour leur imposer des réformes « structurelles » néolibérales à répétition, pour orienter leurs économies vers la finance et l'exportation au détriment de la satisfaction des besoins sociaux de leurs populations.

## Prise d'otages en Grece, aujourd'hui, demain...

---

La dette publique des Etats européens va jouer, comme le montre le laboratoire grec, exactement le même rôle et servir de levier au FMI et aux dirigeants européens pour imposer leurs « réformes structurelles » aux dépens des salaires, des retraites, des systèmes de protection sociale, des services publics.

Il n'est pas possible de laisser assassiner les droits sociaux des salariés européens au nom du remboursement d'une dette totalement illégitime, fruit des baisses d'impôt des riches, des intérêts dus aux rentiers et du renflouement des banques lors de la crise de 2008-2009.

L'annulation de la dette publique ne serait, de toute façon, que justice car elle permettrait de reprendre d'un seul coup aux spéculateurs (autre nom des riches et des rentiers) les baisses d'impôts dont ils profitent depuis tant d'années et les intérêts qu'ils perçoivent depuis si longtemps.

Annuler la dette publique n'est rien d'autre, aujourd'hui, face à la meute des spéculateurs lâchés sur les salariés européens, qu'une question de légitime défense.

[www.democratie-socialisme.org](http://www.democratie-socialisme.org)